

Bonsoir et désolé pour le premier envoi parti trop précipitemment,

voici mes réponses, qui pourront être affinées d'ici le 29 février. Comme je l'ai dit, j'apprécie qu'un collectif se soit formé pour défendre l'école publique. J'espère qu'il sera pérenne et s'élargira aux syndicats manquants (CGT et syndicats lycéens) et aux organisations de jeunesse.

Je suis à votre disposition pour toute précision supplémentaire.

Amicalement

### **Des inégalités sociales à l'échec scolaire, comment en sortir ? Quelle école pour tous ?**

1/L'école est-elle un service public comme les autres ?

Dans le programme du Front de Gauche, l'en-tête du chapitre 9, « L'émancipation humaine en tête » dit « La finalité de notre projet est l'émancipation, en créant les conditions pour que chacune et chacun puisse construire sa vie libéré(e) de toute domination et développer ses potentialités. ». Le rôle de l'Education Nationale, de l'école à l'université est forcément primordial.

D'ailleurs, chacun a pu constater, lors des 10 ans de droite écoulés, et particulièrement lors du quinquennat qui s'achève, que la droite, et a fortiori ses extrêmes, attachent également beaucoup d'attention, mais pour détruire ce service public fondamental.

Ce sera une fois de plus, un des marqueurs clivants entre droite et gauche ;

A titre personnel, salarié et militant syndical à l'Université, je me sens forcément plus concerné par ce service public que les autres

2/L'école privée et privée sous contrat a-t-elle sa place au sein de la république ?

Le Front de Gauche n'a pas de position précise mais à ma connaissance, sa position tourne autour de 2 principes :

- ne pas rallumer une guerre scolaire par une position trop dure (nationalisation du privé)
- réserver le financement public au public, et que le privé soit financé par des fonds privés

Telle est en tout cas ma position.

3/L'école doit-elle être ouverte obligatoirement à la mixité sociale et comment ?

La réponse est catégoriquement OUI.

Le programme doit notamment :

- nous construirons une école émancipatrice qui permette l'élévation pour tous du niveau des savoirs acquis et des qualifications reconnues. Pour ce faire, nous allongerons le temps scolaire : droit à la scolarité dès 2 ans (actuellement moins de 1% des enfants hauts-savoyards en bénéficient), scolarité obligatoire de 3 à 18 ans.
- Nous reconstruirons une école qui prépare les élèves -par des pédagogies adaptées à chacun- à poursuivre ses études jusqu'à 18 ans et le plus possible au-delà du lycée
- nous redéfinirons les programmes, et plus globalement l'école, en prenant comme point de référence l'élève qui n'a que l'école pour apprendre. Le soutien scolaire sera assuré par le service public de l'Education Nationale.
- Nous lancerons un plan de lutte contre les inégalités sociales à l'école. Nous mettrons en place des observatoires des inégalités
- nous soutiendrons les projets des communautés scolaires qui créent les conditions d'une vie d'établissement contribuant à la réussite des élèves

- nous rétablirons une nouvelle sectorisation scolaire avec plus de moyens pour les établissements qui en ont le plus besoin.
- Nous stopperons les suppressions de postes et engagerons un plan de recrutement dans l'Education Nationale sous statut de la fonction publique d'état rétablissant, notamment, tous les postes supprimés. Nous développerons le pré-recrutement des enseignants pour que cette profession reste accessible à tous les milieux sociaux
- nous rétablirons les postes de conseillers d'éducation-psychologues et procéderons à des recrutements pour que tous les jeunes aient accès au service public d'orientation
- les RASED seront rétablis dans leurs moyens
- nous garantirons le droit à une qualification égale pour ceux qui ont suivi une même formation : défense du cadre national des diplômes, validation de toutes les années d'études dans les conventions collectives
- pour l'enseignement supérieur et la recherche, nous engagerons rapidement la reconstruction du service public pour l'égal accès au savoir pour tous les jeunes, ainsi que pour l'accueil des étudiants étrangers qui le souhaitent dans une vision non-marchande de contribution au développement et la coopération entre les peuples.
- L'effort budgétaire pour l'enseignement supérieur sera porté à 12.000€ par an et par étudiant-e

A tous ces éléments de programme, que je partage, j'ajouterai la réintégration surveillants (Maîtres d'Internats et Surveillants d'Externat) et des personnels TOS dans l'Education Nationale, qui intégreraient un statut unique entre AENES et ITRF, avec une grille partant comme pour tous les fonctionnaires du SMIC à 1.700€ et intégrant les primes.

4/L'objectif premier de l'Ecole est-il : (programmes) de dispenser un savoir, (savoir-faire et savoir-être) partagé par le plus grand nombre (socle commun des compétences) et /ou des savoirs de haut niveau

Si on peut choisir « et », je répondrai : les deux.

Sinon, le programme du Front de Gauche dit « Nous voulons élargir à toute la société la possibilité d'accès aux formes les plus élaborées du savoir scientifique et permettre à tout-e étudiant-e d'aller au bout de ses possibilités, avec le souci permanent de la validation des parcours et des acquis. », donc des savoirs de très haut niveau, pour le plus grand nombre

5/Faut-il repenser

- les missions **NON**

- le recrutement **NON**, il faut maintenir les concours, mais augmenter suffisamment le nombre de places offertes pour répondre aux besoins, notamment en résorbant la précarité qui permet de les mesurer

- le statut **OUI**, le réévaluer

- la formation **OUI**, la réévaluer

- les procédures de nomination **OUI**, une réflexion doit être engagée pour ne pas nommer des débutants sur des postes trop difficiles

- l'évaluation des enseignants ? **NON**

Précisions : l'abrogation de la LRU (p80) permettra de en plus réclamer des enseignants l'insertion professionnelle des étudiants, l'évaluation des personnels BIATOSS devra être abrogée.

Remarque : le Front de Gauche regroupe, à ma connaissance, les seules formations politiques qui militent pour la reconnaissance d'une vraie citoyenneté à l'entreprise (p62), qu'elle soit publique ou privée.

En conséquence, et c'est une revendication que je porte depuis longtemps, toute réforme concernant les personnels doit être faite non pas sans eux ou contre eux, mais avec eux. Toute

réforme doit être validée par au moins 50% des personnels concernés, c'est-à-dire par les organisations syndicales représentant au moins 50% des personnels et, si une organisation syndicale en fait la demande, par 50% des personnels consultés par référendum.

6/L'école publique doit-elle être la même pour tous (unité et indivisibilité), en lien consubstantiel avec les principes de la république: liberté -égalité -fraternité et une république indivisible, laïque, démocratique et sociale

Il est évident (voir question 3) que l'école publique, qui a permis à la République de supplanter définitivement la monarchie, ne peut être qu'unique et indivisible, ne peut que promouvoir la liberté, l'égalité, la fraternité, la laïcité et la démocratie sociale. Encore une fois, c'est pour cela qu'elle est un bien précieux pour les progressistes et qu'en conséquence, les fascistes veulent la supprimer et les libéraux l'affaiblir, et ce sera donc un élément clivant du débat politique.

Concernant la laïcité, je tiens à dénoncer les fascistes de Riposte Laïque, qui s'appuient sur une interprétation « bouffeuse de curés » -et surtout d'imams- pour faire la promotion du F-haine.

7/L'Etat doit-il promouvoir l'égalité des chances en mettant en œuvre un plan de rattrapage massif contre l'échec scolaire ?

C'est bien évident, mais cela sera toujours insuffisant, mais le problème se reposera, tel le rocher de Sisyphe, tant que le nombre de postes sera insuffisant (voir question 3). Il faudra que la République se donne les moyens pour que l'Ecole républicaine ne soit pas un lieu d'échec. C'est (cf. question 1) un enjeu majeur de société de permettre à l'Ecole de réussir. Cela passe nécessairement par des moyens en personnels, matériels et locaux, mais aussi une reconnaissance de l'importance de ces missions, qui doit passer par une cessation des pratiques de mépris et de dénigrement permanentes depuis Allègre, et qui ont atteint des sommets avec Sarkozy.

### **Savoirs, compétences et valeurs : quelles relations entre école et famille ?**

1/Comment mettre fin au lien anxigène entre les familles et l'Ecole (boom du soutien scolaire)  
Une partie de la réponse a été donnée dans la question ci-dessus : si l'école redevient synonyme de réussite, les élèves n'auront plus besoin de soutiens, qui, ne nous voilons pas la face (c'est d'ailleurs interdit!), permet des profits très juteux à certaines officines pas forcément qualifiées. L'autre réponse est naturellement la suppression du marché du travail, et donc du chômage, qui ne fera pas dépendre la carrière de toute une vie à la plus ou moins grande rapidité à l'acquisition des bases (lire, écrire, compter) à l'âge de 7 ou 8 ans. Le programme du Front de Gauche prévoit p17 un statut social pour tous les jeunes permettant leur autonomie, première étape vers une Sécurité d'Emploi et de formation, qui garantisse à chacun un revenu et un déroulement de carrière tout au long de la vie. Rappel de la question 5 : l'abrogation de la LRU supprimera le rôle d'insertion professionnelle actuellement dévolu à l'école par les droites, qui lui refilent du coup le mistigri de la responsabilité du chômage, qui est un élément de base du capitalisme

2/Les rythmes scolaires doivent-ils prendre en compte uniquement les rythmes d'apprentissage de l'élève ou doivent-ils prendre aussi en considération les rythmes sociétaux ?

La question n'est pas abordée en tant que telle dans le programme du Front de Gauche, mais il me semble évident de privilégier les élèves, qui sont les plus fragiles, est quelque part la raison d'être de l'Education Nationale. J'ai vu les vacances de février passer de 1 à 2 semaines et les vacances de Pâques, rebaptisées de printemps reculer jusqu'au 9 mai, pour satisfaire l'industrie touristique, avec, en compensation, une rentrée avancée du 15 au 1er septembre, avec pour conséquence un 1er trimestre interminable, et un 3e trimestre réduit pour les lycéens à un mois !  
Suprême détail : on a vu sous Bayrou les écoles fermées le mardi de Pentecôte plutôt que le

vendredi de l'Ascension car les hiérarques du ministère avaient calculé qu'ainsi cela permettait d'augmenter le temps de travail des personnels ATOSS en glissant le jour férié dans des vacances !

Je pense que l'on doit en revenir au rythme 6 semaines de cours, 1 de vacances, 6 de cours à chaque trimestre et entre, 2 semaines de vacances.

3/Doit-on développer les internats pour favoriser la réussite scolaire d'élèves en prise avec des difficultés?

Oui, tout en veillant à ce que les établissements restent à taille humaine

4/L'école doit-elle le cas échéant intervenir dans les domaines suivants : éducatif, aide aux devoirs, aide sociale etc. ?

Oui, et l'état doit lui en donner les moyens financiers et en personnel.

Je suis pour la création d'un Fonds Social des Ecoles, à l'instar des Fonds sociaux lycéen, collégien et des cantines.

5/Comment assurer la non-discrimination dans l'inscription des élèves à l'école ?

La sectorisation et l'obligation jusqu'à 18 ans doivent assurer l'inscription de tous dans leur zone d'habitation. Il faudra naturellement veiller à ce que les zones ne soient pas des ghettos (de riches comme de pauvres). Par ailleurs, l'abrogation des lois xénophobes permettra aux enfants de migrants d'étudier tranquillement.

### **Quelles fonctions pour l'école ? Accès aux savoirs, citoyenneté, professionnalisation.**

1/L'Ecole peut-elle à la fois former l'homme, le citoyen et le travailleur ?

L'école doit former des hommes (et des femmes) émancipés, donc des citoyens. Elle doit apprendre à travailler, se former pour s'adapter à de nouvelles activités, mais ce n'est pas son rôle de « fournir » des travailleurs prêts à l'emploi pour des entreprises. Ces dernières doivent assurer la formation nécessaire pour que leurs salariés soient opérationnels.

2/L'école peut-elle relever le défi de la construction d'une société plus solidaire ?

Elle a un rôle fondamental dans la construction des citoyens de demain. Elle doit permettre aux enfants et aux jeunes de se connaître mutuellement pour connaître les différences et voir en celles-ci des richesses, puis de rencontrer les acteurs sociaux au niveau local, puis de connaître les problématiques au niveau local, national, international et planétaire. Elle ne peut naturellement pas tout apporter seule, mais elle doit donner les pistes pour que les futurs citoyens puissent chercher les différentes réponses et les analyser de façon personnelle.

3/Etes-vous favorable à l'interpénétration du système éducatif et du monde du travail (productivité et employabilité)

En aucun cas. De même que chacun jugerait déplacé qu'un instituteur ou un professeur intervienne dans des décisions stratégiques d'une entreprise privée, de même, le patronat n'a pas à dicter sa loi à l'Education Nationale. Il y aura beaucoup à faire pour libérer l'Education. Productivité et employabilité n'ont pas leur place au sein du système éducatif.

4/L'école doit-elle sélectionner des élèves (gagnants-perdants) ou être un lieu d'émulation, (sans compétition) et d'éducation à la coopération et à la solidarité

L'école ne doit surtout pas sélectionner des élèves ( les perdants constituent l'échec scolaire), elle doit donc être un lieu d'émulation, (sans compétition) et d'éducation à la coopération et à la solidarité, encore une fois former des citoyens libres et égaux.

5/L'école doit-elle être un lieu d'apprentissage des droits de l'homme et du citoyen servant de base à l'instruction de la morale et à la création d'un nouveau contrat social ?

OUI C'était ma réponse à la tout première question.

Dans le programme du Front de Gauche, l'en-tête du chapitre 9, « L'émancipation humaine en tête » dit « La finalité de notre projet est l'émancipation, en créant les conditions pour que chacune et chacun puisse construire sa vie libéré(e) de toute domination et développer ses potentialités. ».

6/L'école doit-elle apprendre à l'élève à résister à l'inacceptable, à la violence, à l'injustice, aux aliénations, aux dépendances, à désobéir, à se révolter, à se poser comme une conscience libre et bienveillante ?

OUI : même remarque que pour la question précédente